

# La révolte des chercheurs

« Sauvons la recherche ! » Avec cet appel aux armes, un véritable vent de révolte s'est déclenché chez les chercheurs français contre la politique de recherche actuelle du gouvernement. Sous le titre « Sauvons la recherche ! » une pétition des personnels de la recherche est parue sur Internet le 7 janvier dernier, et a recueilli depuis plus de 1000 nouvelles signatures chaque jour, soit près d'une par minute, pour atteindre 50.000 aujourd'hui.

## La recherche en danger

L'histoire de cette fronde des chercheurs commence en décembre dernier. À l'annonce par le gouvernement du nouveau budget de la recherche 2004, Alain Trautmann, co-directeur de département à l'Institut Cochin de Paris, réalise que la situation s'aggrave d'un coup considérablement. Avec un collègue de l'Institut Pasteur, il prend alors l'initiative de rédiger un manifeste et réunit quelques dizaines de biologistes à l'Institut Cochin pour en discuter. Il ressort de cette réunion la décision ferme de brandir la menace d'une démission collective de leurs responsabilités de direction si aucun changement n'est intervenu auprès du gouvernement. Avant les vacances de Noël, la pétition prenait une forme définitive, soutenue par plus de 150 chercheurs de renom. Le mercredi 7 janvier, elle paraissait sur Internet (<http://recherche-en-danger.apinc.org>), et commençait à récolter les signatures des chercheurs en colère à une vitesse folle, que seule limitait la capacité d'absorption du serveur.

Le texte de la pétition réaffirme l'importance de la recherche fondamentale pour la réussite économique du pays. Les chercheurs accusent le gouvernement d'un véritable « abandon de la recherche fondamentale », et déplorent que, « en dépit du discours officiel affirmant que la recherche est une priorité nationale, le gouvernement français est bel et bien en train de fermer le secteur de la recherche publique ». Parmi les problèmes les plus pressants, la pétition cite :

- le non-paiement des crédits promis pour 2002 et 2003 ;
- la réduction du recrutement des jeunes chercheurs, laissant ces derniers sans aucune perspective d'avenir ;



- l'intervention non qualifiée des pouvoirs politiques dans les domaines de la recherche.

En conséquence, la pétition demande au gouvernement de verser immédiatement les fonds bloqués, d'augmenter le nombre de postes pour les jeunes chercheurs offerts aux prochains concours, et d'organiser des assises nationales de la recherche afin d'élaborer une stratégie pour une nouvelle politique de la recherche.

## Une réponse officielle

Les succès rapide du mouvement semble avoir surpris tout le monde, et en premier le gouvernement. Le vendredi 16 janvier, la Ministre de la Recherche Claudie Haigneré, acceptait de recevoir une délégation des chercheurs révoltés, qui lui ont expliqué leur position pendant près de deux heures. Malheureusement, ils en sont sortis sans obtenir la moindre

promesse concrète. Six jours plus tard, la Ministre publiait sa première réponse officielle, sous forme d'une lettre ouverte aux chercheurs sur le site Internet du Ministère.

Dans son communiqué, elle essaie, en des termes très généraux, de convaincre les scientifiques, que tout va bien et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer. Sans s'arrêter sur des chiffres précis, elle affirme que le gouvernement apprécie et soutient la recherche fondamentale. Le seul chiffre qu'elle mentionne est celui du pourcentage du budget de la recherche par rapport au PIB, qu'elle compare aux objectifs de l'Union Européenne, qui demande d'investir 3% du PIB dans la recherche, dont 1% avec des fonds publics, et 2% privés. D'après la Ministre, la France remplit la première condition de ce programme, en consacrant près de 1% du PIB à la recherche publique. Ce serait en fait la recherche privée qui aurait besoin de fournir un effort supplémentaire, car elle ne dépasserait pas plus de 1,2% seulement du PIB.

### Des chiffres contradictoires

Loin de calmer la rage des chercheurs, ce communiqué n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Henri Audier, chimiste au CNRS et directeur de laboratoire, répliquait alors par une lettre ouverte intitulée Réponse d'un chercheur d'en bas à Claudie Haigneré. Il reproche à la Ministre de ne pas avoir « bougé d'un iota par rapport à [sa] conférence de presse du 25/09/03 ». Mais surtout, il déplore que le gouvernement prennent à l'évidence beaucoup plus en considération les soucis des chasseurs et des buralistes en répondant présent à leurs demandes, que ceux des scientifiques, qu'il refuse de soutenir avec un mépris manifeste. En s'appuyant sur les budgets de la recherche votés ces dernières années, Audier calcule qu'« il manque, en euros constants, € 618 millions pour atteindre... une croissance zéro entre début 2002 et 2004 », même en supposant que les crédits impayés en 2002 et 2003 soient versés un jour.

Quant à la déclaration de Claudie Haigneré que l'État investit déjà près de 1% du PIB dans la recherche publique, Audier dénonce là une « manipulation des chiffres ». Les chiffres donnés par la Ministre incluent le budget de la recherche militaire, du nucléaire, et de la recherche spatiale, qui sont ou bien classés privés ou bien exclus du budget de la recherche dans les autres grands pays de l'UE. Sans ces contributions, le budget de la recherche publique tombe alors à seulement 0,6% du PIB, ce qui signifie que

la France devrait l'augmenter de plus de 50% si elle veut atteindre les 1% fixés par l'UE pour 2010.

### Des priorités mal choisies, des jeunes découragés

Mais ce ne sont pas seulement des questions de budgets qui agacent les chercheurs. Beaucoup pensent que la tradition centraliste bien française conduit à des choix politiques ne permettant pas de prendre les bonnes décisions en terme de stratégie de recherche. En recherche fondamentale, il arrive souvent que des investigations animées par une simple curiosité aient de formidables retombées économiques, sociales, ou en santé publique de nombreuses années plus tard. C'est le cas par exemple du Laser, qui a été découvert il y a plus de quarante ans par des physiciens qui ne s'intéressaient qu'à la compréhension des mécanismes de la matière, et que l'on retrouve maintenant aussi bien dans les hautes technologies que dans le domaine médical ou dans le quotidien de nos chaînes stéréo.

À l'inverse, quand les politiciens essaient de décider par eux-mêmes quels domaines de recherche doivent être privilégiés, on obtient parfois des résultats absurdes. Par exemple, en 1996, à l'époque où l'épidémie de la maladie de la vache folle battait son plein, les pouvoirs publics réalisèrent que la France ne comptait aucun expert sur les prions. Au lieu d'inviter un jeune chercheur à établir une équipe dans ce domaine, ils persuadèrent un spécialiste renommé des coronavirus à changer de cap et à travailler désormais sur les prions, jugés alors plus importants. Vous devinez la suite : en 2003, une épidémie de SARS secoue la planète, et la France a perdu son expert des coronavirus.

Enfin, ce qui alarme aussi les scientifiques français, c'est la désaffection majeure qui atteint maintenant les jeunes devant les métiers de la recherche. Ils se retrouvent désormais face à un manque de perspectives due à une pénurie croissante de postes, déjà même au niveau des bourses de thèse ou de post-doc. Résultat, les jeunes se découragent de plus en plus tôt, et les nouvelles générations les plus brillantes se voient obligées, s'ils ont encore suffisamment de passion pour vouloir continuer dans la recherche, de s'expatrier à l'étranger, notamment outre-atlantique, en sachant à l'avance leur retour extrêmement difficile, voire improbable. La fuite des cerveaux est double : à la fois géographique, mais aussi professionnelle, quand les jeunes sont contraints de quitter la

recherche au profit d'autres métiers, où leurs qualités scientifiques ne sont plus exploitées. La relève des chercheurs français menace aujourd'hui de ne plus être assurée, ce qui constituera une perte irrémédiable, pour l'économie française dans les années à venir. Le plus grave, c'est qu'en contrepartie, la France n'a rien mis au point pour attirer les meilleurs scientifiques étrangers. Par exemple, les systèmes des concours nationaux qui mènent aux postes de chercheurs au CNRS restent incompréhensibles pour des chercheurs venant d'autres pays.

La combinaison d'un manque d'argent, d'une pénurie de postes pour les jeunes chercheurs, et d'une incompréhension des principes de la recherche fondamentale par les instances politiques constitue une recette plutôt explosive à l'origine de la crise actuelle. Même si le gouvernement ne se séparera pas facilement ni de son argent ni de ses pouvoirs, il doit comprendre que le désespoir des jeunes chercheurs est bien réel et que la fuite des cerveaux vers les États-Unis et les autres pays européens ne va continuer qu'en s'accroissant. En perdant ses cerveaux, la France perdra aussi ses brevets, une économie et une société fondées sur les nouvelles technologies, et sa place parmi les premiers pays industriels.

### Et maintenant ?

À l'heure où cet article est rédigé, il paraît fort probable que la crise va continuer en s'escaladant, et que les chercheurs vont effectivement démissionner de leurs fonctions administratives. Il reste à espérer que le gouvernement comprenne que cette crise n'est pas seulement qu'une histoire de gros sous, mais relève surtout d'une crise de confiance. Claudie Haigneré finissait sa lettre ouverte aux chercheurs par ces mots écrits de sa main : « Demain est entre nos mains ». Son véritable défi d'aujourd'hui, et de demain, sera de regagner la confiance des chercheurs.

#### Michael Gross

est ancien chercheur en biochimie, journaliste scientifique, et "écrivain en résidence" au Birkbeck College de Londres. Son livre *La Vie Excentrique* est paru aux Éditions Belin en 2003. Consultez [www.michaelgross.co.uk](http://www.michaelgross.co.uk) pour d'autres informations.

#### Véronique Receveur-Bréchet

est chargée de recherche en biophysique au CNRS, à Marseille, et prix du Jeune Chercheur de la Société Française de Biophysique en 1999. Elle a publié plusieurs articles dans *La Recherche*.